

CONTR^AATOM



Sommaire n° 158

Couverture photo <i>JJK</i>	
Edito <i>Anne-Cécile</i>	3
Suisse Energie Suisse <i>E. Weiss</i>	4-5
Genève Jancovi à Genève <i>JJK</i>	6
Genève tract «Jancovici» <i>ContrAtom</i>	7
Polynésie Mururoa <i>Ph. Progin</i>	8-9
France La Cour des comptes et les EPR <i>J. Le Guern</i>	10
Monde Où va t'on <i>J. Le Guern</i>	11
Carte blanche à <i>JJ.K</i>	12

BRÈVES

ESPAGNE: LES LOBBYS PRO-NUCLÉAIRES ET LA DROITE TENTENT D'EMPÊCHER LA SORTIE DU NUCLÉAIRE.

Les cinq centrales en activité doivent être déconnectées entre 2027 et 2035. La centrale d'Almaraz en Estramadure est la première qui doit être fermée.

Alors que cette décision prise en 2019 a bien été reçue par la population, les grandes entreprises comme Iberdrola veulent empêcher sa fermeture. Pourtant l'Espagne est un modèle dans le développement des énergies renouvelables (en 2023, 50,4% du mix électrique était issu d'origine renouvelable).

L'argument avancé par les pro-nucléaires est qu'il faut prolonger les centrales existantes tant qu'il n'existe pas de capacités de stockage d'énergie suffisantes pour remédier à la variabilité des énergies renouvelables.

Ce qui naturellement est un faux argument car «les réacteurs nucléaires sont difficiles à allumer ou à éteindre et ne peuvent pas adapter leur production en fonction des pics et creux solaires et éoliens, contrairement au gaz» selon Pedro Linares, directeur du centre de recherche Economics for Energy.

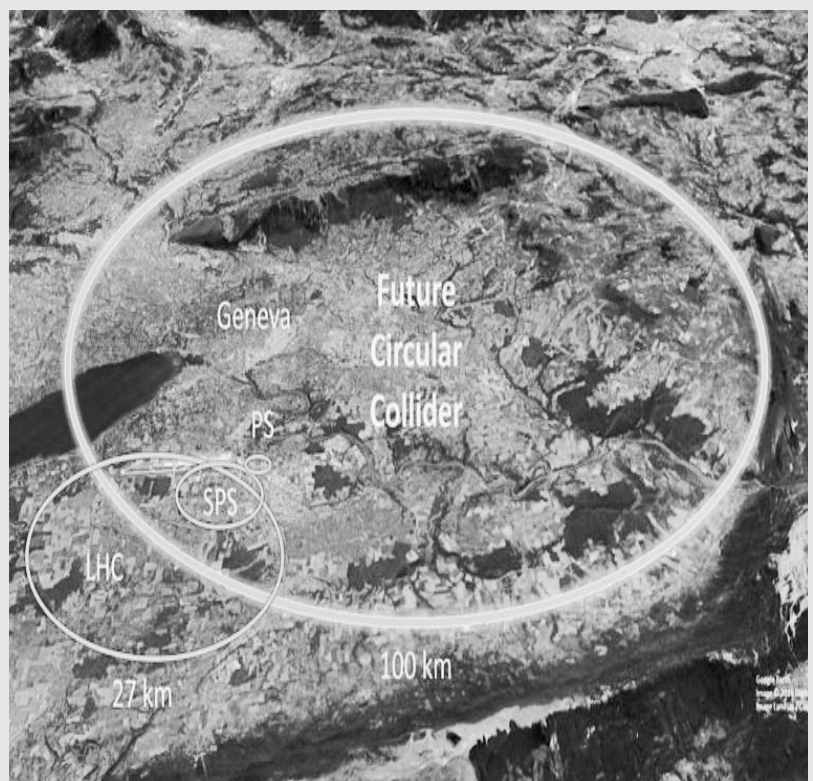
Mais sous la pression de la droite, majoritaire en Estramadure, le débat est de nouveau sur la table.

FUTUR COLLISIONNEUR DU CERN

les choses bougent côté français.

Le CERN poursuit son projet de futur collisionneur circulaire (FCC) qui prévoit de creuser un tunnel géant de 91km dans le sous-sol franco-suisse, avec d'énormes conséquences écologiques potentielles (voir *Contratom* N° 154).

Si le Conseil d'Etat genevois a «refilé la patate chaude» à la Confédération, empêchant ainsi tout référendum cantonal, il semble que cela commence à bouger côté français: Un collectif de 400 scientifiques vient de signer une tribune dans le quotidien *Libération* appelant à renoncer à ce projet pharaonique. Ils s'étonnent que l'on soit prêt à dépenser 16 Milliards d' Euros pour un outil dont l'utilité n'est pas démontrée, alors qu'on supprime des crédits pour des projets scientifiques qui, eux, auraient un impact bénéfique sur l'environnement.



Impressum

ContrAtom

Editeur / rédacteur

CP 65

CH - 1211 Genève 8

Téléphone/répondeur:

022 321 57 09

www.contrAtom.ch

info@contrAtom.ch

N'hésitez pas à nous appeler pour prendre contact, pour recevoir d'autres documents, pour être informés sur les dates des réunions de notre comité et sur nos activités.

- Tirage 1150 exemplaires

- Graphisme atelier Compub

- Imprimerie Fornara

- Parais 4 x par an, envoyé aux membres et cotisants

- Cotisation annuelle

(comprenant l'abonnement au journal): 40.- F

Abonnement au journal uniquement 30.- F

Soutien: 60.- F

ou plus.....

Le CCP de contrAtom est alimenté exclusivement par votre générosité.

Mille mercis à tous ceux et celles qui nous soutiennent CCP 12-13446-0

IBAN CH75 0900 0000 1201 3446 0

Chères, chers ContrAtomistes,



Pas facile de rester zen à l'écoute des nouvelles du monde! L'humeur est belliqueuse, à la forte odeur de poudre. Les budgets militaires prennent l'ascenseur, le réarmement général est programmé, et, c'est bien le plus inquiétant, l'évocation possible de l'utilisation de l'arme nucléaire, qui n'est d'ailleurs plus perçue comme une menace pour la population mais bien plutôt comme une protection, un garde-fou, un élément de dissuasion radical qui serait à même d'arrêter toute tentative d'agression!

Rappelons qu'à l'heure actuelle, sur la planète, 12'705 ogives nucléaires sont prêtes à l'emploi!

«Neuf États disposent aujourd'hui d'un arsenal nucléaire. Cinq d'entre eux se sont octroyé le droit exclusif de le posséder depuis l'entrée en vigueur du Traité pour la non-prolifération nucléaire (TNP) en 1970: Ce sont les cinq membres permanents du Conseil de sécurité disposant du droit de veto, à savoir les États-Unis, la Russie, la Chine, la France et le Royaume Uni. Quatre autres États ont ensuite développé leur arsenal nucléaire hors du cadre juridique international, mais avec la complicité et l'aide des précédents: l'Inde, le Pakistan, Israël et la Corée du Nord.» (Silence revue N°539)

Côté nucléaire civil

le tableau n'est guère plus réjouissant! Nous assistons à une offensive nucléaire sans précédent! Chez nos voisins français le projet du sieur Macron de construire une flopée d'EPR, (dont deux au Bugey tout proche) est toujours d'actualité.

En Suisse

nous avons du souci à nous faire concernant nos trois vieilles chaudières à plutonium! **Axpo, exploitant de la centrale nucléaire de Beznau en Argovie** a décidé de continuer à exploiter sa centrale jusqu'en 2033. Rappelons que Beznau I mis en service en 1969 est le plus vieux réacteur nucléaire encore en service au monde: record absolu de gériatrie nucléaire!

Pour les centrales de Leibstadt (AG) et de Gösgen (SO), des études sont en cours pour savoir si, elles aussi, peuvent être exploitées au-delà de 60 ans ! Joyeuses perspectives!

Et puis il y a le contre-projet du Conseil Fédéral à l'initiative pro-nucléaire «**Stop au black out**» (contre laquelle une pétition circule actuellement).

Le contre-projet en question consiste à biffer purement et simplement la décision validée par le peuple d'interdire la construction de nouvelles centrales nucléaires, la filière atomique étant ainsi réactivée! **Et la meilleure: le nucléaire pourrait bénéficier de l'argent public**, grâce au fonds alimenté par la taxe de 2,3 centimes par KWh destiné aux énergies renouvelables, le nucléaire étant considéré comme une énergie propre car décarbonnée. On rêve!

Le regain actuel de popularité du nucléaire est incompréhensible tant les énormes dangers colportés par cette énergie mortifère saute aux yeux! A-t-on oublié Tchernobyl et Fukushima, deux catastrophes nucléaires majeures en 25 ans avec leurs conséquences dramatiques sur le long terme? A-t-on réfléchi au contexte de plus en plus tendu sur le plan international, aux menaces terroristes, aux catastrophes climatiques de plus en plus fréquentes qui mettent en danger toute installation nucléaire: inondations, sécheresse, incendies, tempêtes, etc... et surtout au problème insoluble de la gestion des déchets nucléaires?

Pas question de laisser faire, la résistance au nucléaire a plus que jamais besoin de nous car:

Le nucléaire civil ou militaire, C'est vraiment la galère! Résistons!

Anne-Cécile

PETIT TOUR D'HORIZON DE NOS CENTRALES NUCLEAIRES

La centrale nucléaire de Beznau fonctionne avec deux réacteurs à eau pressurisée et est propriété d'AXPO.

Cette entreprise, anciennement NOK, est à 100% dans les mains publiques et est le plus grand producteur d'énergie électrique de Suisse (*). AXPO a décidé d'arrêter Beznau 2 en 2032 après 60 ans d'exploitation, et Beznau 1 en 2033 après 64 ans d'exploitation. L'IFSN a pris connaissance de cette décision sans commentaires. C'est encore long, 7 à 8 ans de fonctionnement pour ces vieux réacteurs ! Des investissements de 350 millions de francs sont prévus pour assurer la sécurité ces prochaines années, mais cela ne sera sûrement pas suffisant. Il vaudrait mieux investir cet argent dans les énergies renouvelables, plutôt que dans du vieux nucléaire sans avenir!

Greenpeace recourt actuellement au Tribunal administratif fédéral (TAF) pour avoir accès aux résultats des examens de 2010 des cuves de pression fissurées dans la centrale nucléaire de Beznau, résultats déjà demandés à plusieurs reprises. Une petite partie seulement de ces résultats a été publiée jusqu'à présent, ce qui révèle un manque énorme de transparence. De plus, AXPO achète le combustible pour Beznau et Leibstadt en Russie qui, semblerait-il, ne serait pas soumis à l'embargo! Des contrats de livraison à long terme les lient, mais ils négocient actuellement de nouveaux contrats avec le Canada et le Kazakhstan (régime totalitaire et instable). Incroyable!!

La centrale nucléaire (CN) de Leibstadt est la plus jeune de nos CN. Mise en service en 1984, elle est la plus puissante, environ 1150 MW, et utilise une technologie quasiment abandonnée (réacteur à eau bouillante) avec

AUTRES ACTUALITES SUISSES

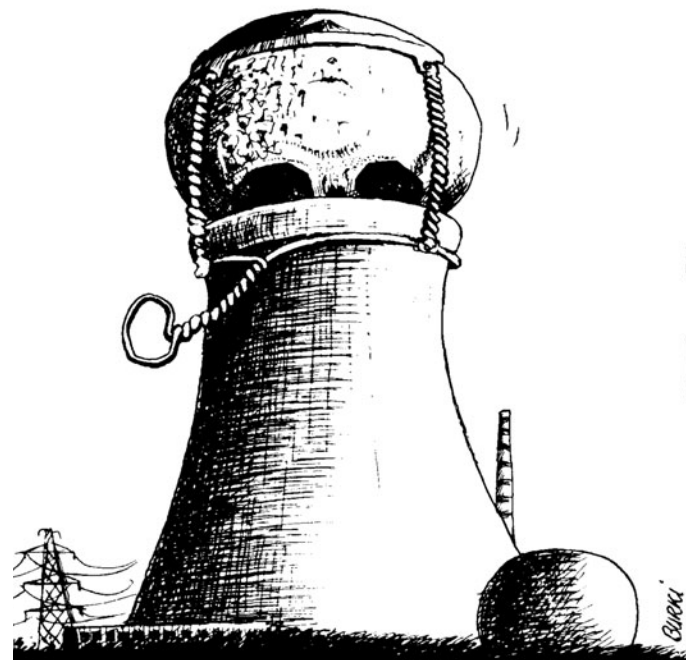
La fameuse initiative pro-nucléaire «Stop-Black-Out» va être discutée au Parlement fédéral cette année. Le Conseil fédéral a proposé un contre-projet indirect. Ce contre-projet est simple: il enlève l'interdiction de construire des nouvelles centrales nucléaires en supprimant l'article 12a, introduit en 2017 par le peuple (loi sur l'énergie nucléaire / LENU, art. 12A: «Interdiction d'accorder une autorisation générale pour les centrales nucléaires. L'octroi d'autorisations générales pour la construction de centrales nucléaires est interdit»).

La construction d'une nouvelle centrale nucléaire sera soumise à une autorisation du Conseil fédéral. Cette modification de la loi est soumise à un référendum. Préparez-vous, nous aurons besoin votre aide!

beaucoup de problèmes techniques et de formation du personnel: d'où nettement plus de pannes que les autres CN. Ici aussi, il est prévu une exploitation au-delà de 50 ans. Les CN Leibstadt (exploité par AXPO) et Gösgen (950 MW, exploité par ALPIQ) sont des sociétés indépendantes, mais leurs actionnaires sont des sociétés électriques suisses en mains publiques. 15 habitants ont déposé une plainte au Tribunal administratif fédéral (TAF) contre la CN Leibstadt et le Département fédéral de l'énergie, soutenus par Greenpeace et les organisations anti-nucléaires.

La raison: ils réclament une étude d'impacts environnementaux (Umweltverträglichkeitsprüfung) pour l'autorisation internationale d'exploitation à long terme d'une centrale nucléaire (la CN est au bord du Rhin, à la frontière avec l'Allemagne).

(*) il y a toujours un problème avec le règlement de la compagnie: voir ContrAtom N°156



Notre réseau électrique est continuellement critiqué, une menace de pénurie étant régulièrement brandie. J'ai le sentiment d'avoir déjà tout dit à ce sujet, mais vu les informations transmises par les médias, je recommence mon explication. Le problème du réseau électrique réside dans le maintien constant de l'équilibre entre la consommation et la production. Pour tenir cet équilibre, il faut avoir assez de puissance et d'énergie disponible. Les tampons disponibles sont principalement les batteries et le pompage-turbinage. Les batteries présentent l'inconvénient d'un manque d'énergie et d'un mauvais bilan écologique (matières rares, durée de vie, inflammation et déchets). En Suisse, il existe des installations de pompage-turbinage pour faire ce réglage. Il faut deux lacs à niveaux différents, une conduite forcée, une machine et un réseau. Plusieurs de ces installations d'une puissance totale d'environ 3500 MW (environ 20% de la puissance hydraulique) fonctionnent déjà. L'énergie est difficile à estimer parce qu'elle dépend du nombre de

cycles de pompage-turbinage. Un autre point important est la vitesse de réaction du réseau. Cela demande des machines à adaptation rapide. Le nucléaire et d'autres machines thermiques à vapeur sont extrêmement lents à mettre en oeuvre, les turbines à gaz sont rapides, mais produisent du CO2. Il reste les turbines hydroélectriques, très rapides, stables et d'une technologie éprouvée. Cela donne un réseau de bonne qualité, mais il faut avoir de l'énergie et de la puissance disponible tout le temps, jour et nuit et surtout, été et hiver.

La production de l'énergie électrique suisse est actuellement en gros 60% hydraulique, 10% photovoltaïque et 30% nucléaire. Malheureusement notre réseau est principalement géré par l'argent et non pas par l'énergie. Les décisions sont prises dans les bourses d'énergie (c'est un marché libre entre vendeurs et acheteurs). Pour illustrer ceci, on peut observer l'évolution du niveau de nos barrages d'accumulation. Fin février ce niveau était à 20% de sa capacité, 5% en dessous du niveau minimum des 5 dernières années ou 16% en dessous de niveau moyen à cette période. En analysant la courbe du niveau, on constate qu'on a bien commencé au printemps et été 2024, mais à partir de septembre, le remplissage s'est quasiment arrêté, l'énergie était vendue probablement à bon prix, et à partir de novembre, le vidage a commencé en arrivant à 20% fin février 2025. Le Conseil Fédéral a fixé une réserve hydraulique à 2.8% (250 GWh) pour faire face à un éventuel manque d'énergie électrique au printemps, et nous sommes déjà tout près de cette limite si on tient compte du niveau minimum historique de 9%. Du point de vue énergétique, l'erreur a été faite en septembre/octobre pendant le remplissage, puis lors de la vidange jusqu'à maintenant. Finalement ce sont des erreurs de gestion de nos ressources, dues à l'appât du gain, qui nous obligent à acheter de l'énergie au marché européen.

Une votation fédérale a eu lieu le 9 février dernier concernant des mesures pour le climat (responsabilité environnementale), lancée par les jeunes vert-e-s. Les résultats sont décevants, seulement 30.2% des Suisses l'ont acceptée. Il y a même deux communes avec 100% de non. 6 villes (Berne, Lausanne, Fribourg, Neuchâtel, Bienne, Vevey) et 3 communes (Romainmôtier, Lajoux, Les Enfers) l'ont acceptée; même Genève-Ville l'a refusée. Les communes autour des centrales nucléaires (Mühleberg, Beznau, Gösigen, Leibstadt) et du futur dépôt des déchets radioactifs (Stadel) ont très fortement refusé cette demande de responsabilité environnementale. A la suite des résultats, le président de l'UDC a demandé, comme le nouveau président des États-Unis, qu'on sorte de l'accord de Paris! Ces résultats dénotent un égocentrisme à court terme: profiter aujourd'hui et renvoyer les problèmes aux futures générations, et cela est valable pour les énergies fossiles (climat par le CO2) et l'énergie nucléaire (déchets radioactifs).

Pour finir, une information positive! Il y a 50 ans, nous

avons occupé le chantier de la future centrale nucléaire de Kaiseraugst et nous avons bien gagné. Le projet de la centrale nucléaire de Kaiseraugst a été abandonné. Ce fut une victoire très importante qui a fortement influencé la politique énergétique de notre pays.



Une fête «50 ans après Kaiseraugst» (50 Jahre nach Kaiseraugst) est organisée le samedi 5 avril de 11h à 16h30 à Bâle dans l'ancienne Markthalle, Steinentorberg 20, avec repas à midi offert.

Inscription (gratuite)

www.nwa-schweiz.ch/50-jahre-kaiseraugst-atomfrei (ou sous info@contratom.ch).

Erwin Weiss



JANCOVICI (ENCORE!) A GENÈVE

Dans le cadre de la campagne pour les élections municipales genevoises, le Parti Libéral-Radical local a invité tous les élus du canton à assister à une conférence de Jean-Marc Jancovici ayant pour thème «Genève 2050 - Urbanisme et transport».

Celle-ci a eu lieu le 19 février dernier à la salle communale de Plainpalais (Genève). L'invitation précisait qu'«à cette occasion, M. Jancovici traitera des contraintes énergétiques que connaîtra l'Europe, Suisse incluse».

Quand on connaît l'aversion de ce Monsieur pour les énergies renouvelables et son soutien inconditionnel à

l'industrie nucléaire (voir ContrAtom N°147), on ne peut que rester dubitatif!

La conférence ne semble pas avoir attiré beaucoup d'adeptes du gourou polytechnicien, d'autant qu'un certain nombre de participants étaient des opposants à sa vision nucléariste qui espéraient pouvoir apporter une solide contradiction à l'orateur.

ContrAtom, pour sa part, avait choisi de manifester silencieusement à l'entrée de la salle en distribuant le tract reproduit ci-contre et en arborant de nouveaux panneaux spécialement concoctés par Anne-Cécile!

LES PERLES DE JEAN-MARC JANCOVICI

Si dans son best-seller «Un monde sans fin», JM Jancovici recommande une sobriété énergétique que nous considérons également indispensable, il critique violemment les énergies renouvelables tout en prônant le développement de l'énergie nucléaire en utilisant des arguments pour le moins fallacieux (qui ont été dénoncés dans une publication intitulée «Un monde sans fin, le corrigé»).

En voici quelques exemples:

QUI A DIT!?

«Il reste assez d'uranium pour faire fonctionner le parc actuel quelques centaines d'années?»

C'EST JEAN-MARC JANCOVICI!

Mais c'est faux!!!

Selon l'AIEA, les réserves couvrent 80 à 140 ans pour un parc actuel qui ne produit que 10% de l'électricité mondiale.

QUI A DIT!?

«Les surgénérateurs, ça existe déjà dans le monde en exploitation courante...c'est une technologie maîtrisée.»?

C'EST JEAN-MARC JANCOVICI!

Encore faux!!!

Les premiers surgénérateurs (dont Superphenix à proximité de Genève) ont tous été définitivement arrêtés pour raison de sécurité. Aucun des projets expérimentaux en cours d'étude n'est en exploitation.

QUI A DIT!?

«Marie Curie a succombé parce qu'elle a reçu une dose mortelle de radio-activité. Thomas Pesquet, qui a subi des radiations cosmiques supérieures à celle d'une centrale nucléaire, est encore vivant: donc les centrales nucléaires ne sont pas dangereuses. (France-Inter, 2019)»?

C'EST JEAN-MARC JANCOVICI!

Mais c'est une simplification grossière qui frise le syllogisme. La radioactivité peut diminuer l'espérance de vie d'une manière difficilement quantifiable. Si JM Jancovici prétend qu'il n'y a eu que 30 morts suite à l'accident de Tchernobyl, c'est parce qu'il ne compte que les décès immédiats. Or des personnes sont décédées de tumeurs plusieurs années après l'accident sans qu'un décompte sérieux n'ait été opéré!

QUI A DIT!?

«Les déchets, à ce jour, n'ont encore tué personne, contrairement aux accidents de la route.»?

C'EST JEAN-MARC JANCOVICI!

Mais c'est irresponsable:

La circulation routière actuelle est sans conséquence sur les générations futures qui auront la possibilité d'agir pour stopper ce fléau. En revanche, si l'on enterre des déchets en couches profondes, on fera courir des risques insensés aux générations futures pendant des centaines de milliers d'années.



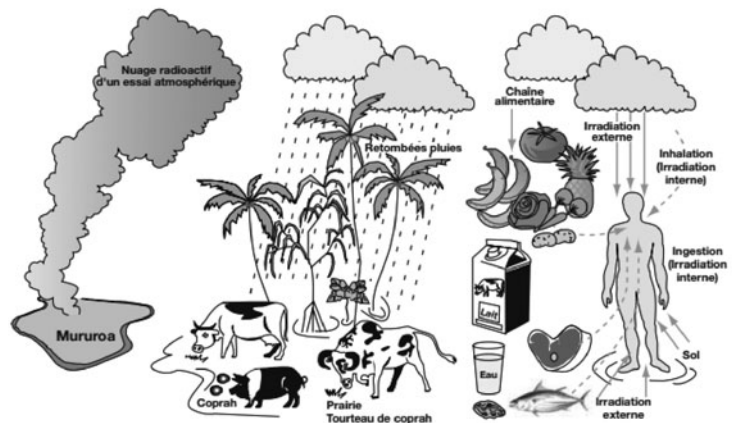


MURUROA, LE COLONIALISME NUCLÉAIRE DE LA FRANCE

Nous voilà repartis pour une nouvelle aventure dans le Pacifique. Il y a une soixantaine d'années, la Polynésie française était encore un paradis sur terre avec ses différents atolls, ses fameuses vahinés, ses poissons et ses traditions. Puis, la France a décidé d'en faire un enfer et a mis tout en œuvre pour rendre certaines îles invivables.

En cause: les essais nucléaires atmosphériques et souterrains.

C'est le 2 juillet 1966 qu'explose la première bombe atomique, nommée Aldebaran, d'une puissance de 28 kilotonnes. Le nuage radioactif monte moins haut que prévu et se fait pousser dans la mauvaise direction par les vents. Les îles Gambier (à quelques centaines de kilomètres de Mururoa) se trouvent en plein sur la trajectoire. Le nuage radioactif dérive jusqu'à Mangareva. 4 jours après l'explosion, des laitues non lavées avaient un niveau de radiations 666 fois supérieur à la normale, l'eau potable était 6 fois plus radioactive et les échantillons de terre 50 fois plus radioactifs que la normale. Trois mois plus tard, l'eau de pluie à Mangareva atteignait des niveaux 11 millions de fois supérieurs à la normale, ce qui signifie que l'atmosphère était hautement contaminée durant des mois et des mois.



Avant l'explosion, proche du point Zéro, des marins se font photographier. Dans le fond, c'est l'exubérance de la nature, un atoll verdoyant. Après le tir, sans protection aucune, ils se refont photographier. Cette fois, le fond n'est plus que désolation avec quelques troncs d'arbres restants, complètement brûlés. L'horreur!

Entre 1966 et 1996, la France a effectué 193 essais nucléaires à Mururoa et Fangatofa dont 46 atmosphériques. Les conséquences les plus graves sont dues aux essais à l'air libre mais les essais souterrains ont aussi leur part de destruction et de pollution.

Le 26 août 1968, Canopus, la première bombe thermonucléaire française explose, puissance: 2,6 méga-tonnes. Le 17 juillet 1974 explose la bombe nommée Centaure. C'est le 41ème essai nucléaire. Après 2 jours, le nuage radioactif

atteint Tahiti alors qu'il aurait du prendre la direction contraire et qu'il aurait dû se situer à une altitude de 8000m. Et non pas à 5200m, comme c'était le cas! (on se pose encore la question du pourquoi et du comment cela a pu se passer!). Les populations n'ont jamais été prévenues de ce qui se passait à Tahiti en 1974. 90 % de la population à l'époque, soit 110 000 personnes ont été potentiellement affectées par les essais nucléaires. A Mangareva en 1966, les habitants n'ont pas non plus été prévenus (on appelle ça «secret-défense»). Le soir de l'explosion, il devait y avoir une fête sur l'île en compagnie du général de Gaulle qui s'en est allé discrètement pour cause de radioactivité très élevée. Cependant, sur l'île, on a fait la fête et il a plu !!!

Depuis 2008 on a compté 460 cas de cancer par an, ce qui revient à 15 fois le taux évalué par l'OMS au niveau mondial. Les femmes entre 40 et 50 ans auraient le taux de cancers de la thyroïde le plus élevé au monde. Pour une population actuelle de 240.000 habitants actuellement, on compte 5000 nouveaux cas de cancer chaque année. Certains habitants ne souhaitent pas avoir d'enfants pour ne pas en faire des malades. Pour continuer ma liste exhaustive de cancers qui se sont développés dans les régions où se pratiquaient des essais nucléaires, on trouve le cancer du cerveau, des ovaires, de l'utérus, du foie, de la peau, de la vessie, du rectum et de l'intestin grêle. Les militaires qui ont participé aux essais nucléaires ont aussi été irradiés avec les conséquences que l'on peut s'imaginer. Lucien Parfait, complètement défiguré suite à la radioactivité raconte qu'à l'époque, il ne pensait pas qu'il y avait des risques. Toujours la désinformation de l'État français.

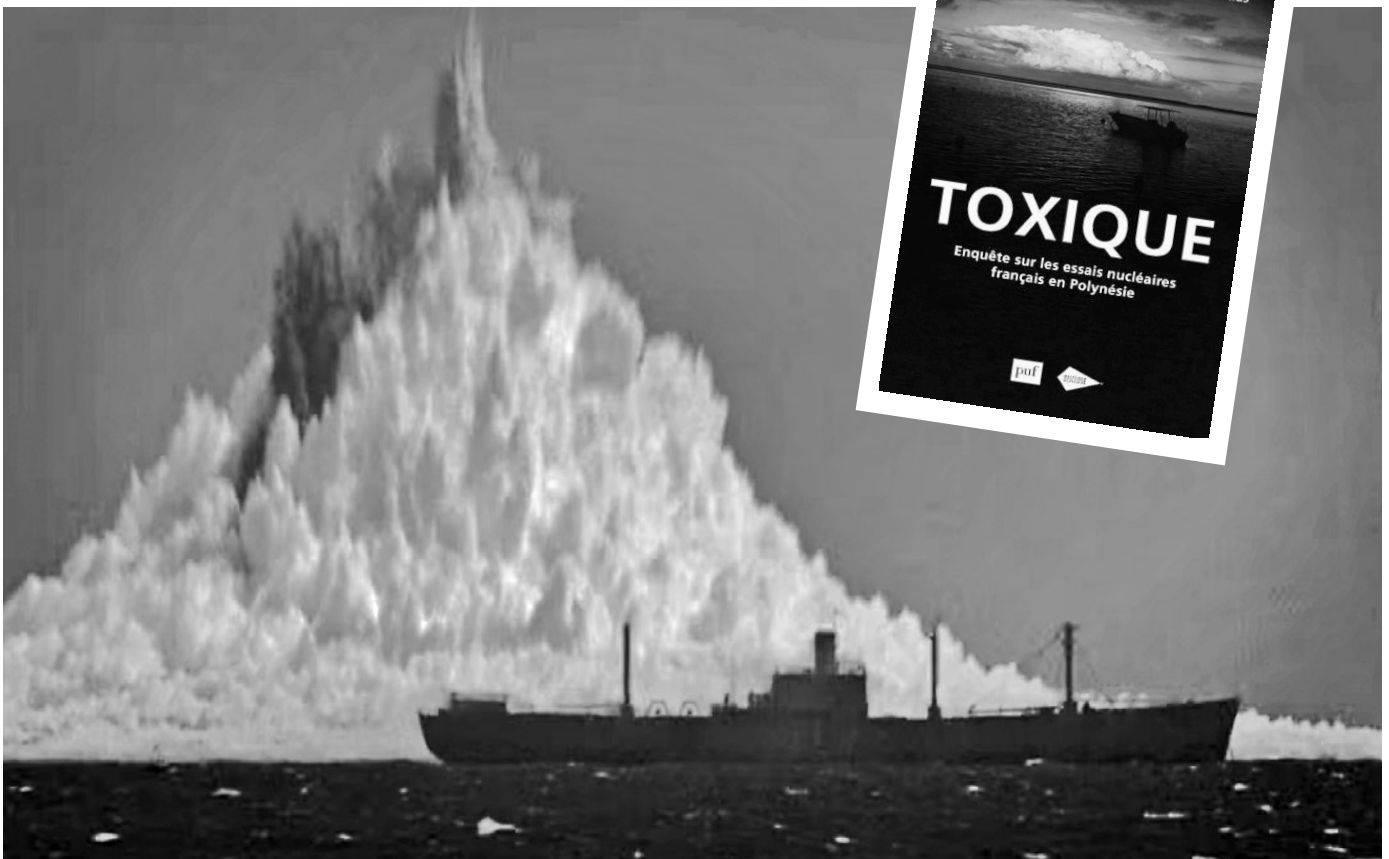
Les essais dans le Pacifique ont également eu des conséquences sur l'environnement, comme des fissures dans la barrière de corail. En février 2011, le ministère de la Défense a, en outre, reconnu la possibilité d'un effondrement d'une partie de l'atoll de Mururoa, fragilisé par les tirs souterrains. Ce glissement de terrain pourrait entraîner la formation d'une vague de 20 mètres de haut. L'atoll de Mururoa est considéré comme une zone de déchets radioactifs. L'activité totale des déchets accumulés dans les sous-sols de Mururoa atteint 13.279 téraBecquerels (TBq), soit «371 fois le seuil de classement des installations nucléaires de base (INB)», soulignait en 2012 Bruno Chareyon, responsable du laboratoire de la Commission de recherche et d'information indépendantes sur la radioactivité (Criirad). En comparaison de l'atoll de Bikini qu'il est possible de visiter à ses propres risques, Mururoa et Fangatofa sont interdits au public.

Commentaire d'un abonné de France 24 en 2022: Il y avait la version officielle d'une bombe propre sans effet. Sérieux??? Alors pourquoi ils ne l'ont pas fait au dessus de Paris en très haute altitude?

Philippe Progin

Sources:
Figaro Live / TF1 Info / Media / Mamytwink / AJ+français /
Reporterre

A lire:
«TOXIQUE, Enquête sur les essais nucléaires en Polynésie» de Sébastien Philippe et Thomas Status Publié chez PUF



LA COUR DES COMPTES CRITIQUE SÉVÈREMENT LE PROGRAMME EPR

La Cour des comptes a publié en janvier dernier un rapport très critique sur la filière EPR, cinq ans après avoir publié un premier rapport qui avait proposé un certain nombre de recommandations. Force est de constater que ces recommandations ont été peu ou pas suivies par EdF.

Le nouveau rapport de 2025 apporte des analyses et des recommandations sur 3 sujets principaux:

- le coût et la rentabilité de l' EPR de Flamanville.
- les risques liés au programme EPR2 qui prévoit, dans un premier temps, la construction de 3 paires de réacteurs à Penly, Gravelines et au Bugey.
- les risques financiers engendrés par le programme de développement international d'EdF.



Les coûts de Flamanville ont explosé entraînant une forte érosion de sa rentabilité prévisionnelle.

Une nouvelle évaluation à la hausse du coût de l'EPR de Flamanville conduit à une estimation, en Euros de 2015, de 20,4 milliards d'euros, soit 1,3 milliard de plus que la précédente estimation de 2020. Rappelons que le devis initial s'élevait à 3,3 milliards, soit 6 fois moins! Et encore, il faudra changer d'ici un an le couvercle non conforme du réacteur qui a été installé pour ne pas retarder encore plus le démarrage et construire un hangar spécial pour stocker pendant des années le premier couvercle!

La Cour des comptes avait demandé en 2020 à EdF de fournir un calcul de la rentabilité de l'EPR, ce que cette dernière n'a toujours pas fait. La Cour a donc effectué elle-même le calcul. Se basant sur une durée de fonctionnement de 60 ans (on va tout de suite aux limites envisageables), un facteur de charge de 85% (c'est à dire un fonctionnement sans arrêt intempestif) et un prix de vente de 90 euros, la rentabilité de Flamanville atteindrait péniblement 2%, d'où la conclusion d'un des magistrats de la Cour: «c'est inférieur au coût des capitaux qu'EdF a été amenée à engager...Ce n'est pas rentable»



Le programme des EPR2 est déjà mal parti

La Cour relève que «même si la filière nucléaire française a commencé à s'organiser...elle est loin d'être prête». La construction des 3 (premières?) paires de réacteurs de nouvelle génération, lancée en 2022 voit déjà ses coûts dériver.

Le coût de construction initial, hors coûts de financement, s'élevait 51,7 milliards d'euros. En décembre 2023, une première actualisation faisait grimper la note à 67,4 milliards d'euros. EdF devait fournir une nouvelle estimation fin 2024, mais ne l'a pas fait au grand dam de la Cour!

La date de mise en service de la première paire a déjà été repoussée entre 2039 et 2044.

La rentabilité pose aussi question à la Cour des comptes: «la rentabilité prévisionnelle du programme EPR2 reste, à ce stade, inconnu, d'autant que les conditions de financement ne sont toujours pas arrêtées». Contrairement à Flamanville, EdF ne peut pas financer seule la construction des EPR2 et il faudra un an, voire plus, pour obtenir l'approbation de la Commission européenne, une fois le plan de financement arrêté. Dans ces conditions, la Cour préconise de retenir la décision finale d'investissement jusqu'à la sécurisation de son financement.

Les dérives de coût et de délais des centrales construites hors de France pénalisent la capacité financière d'EdF

L'augmentation des coûts de la centrale d'Hinkley Point en Grande-Bretagne est telle que la Cour préconise à EdF de surseoir à la décision d'investissement dans le projet Sizewell C «avant l'obtention d'une réduction significative de son exposition financière dans Hinkley Point» (projet qui a conduit à une dépréciation d'actifs de 11,5 milliards d' Euros dans les comptes 2023 de énergétique).

Elle recommande, en outre, de s'assurer que tout nouveau projet international soit générateur de synergies chiffrées avec le programme EPR2.

Manifestement, l'avenir des EPR français n'est pas très rose!

Jean Le Guern

SÉCURITÉ NUCLÉAIRE: OÙ VA LE MONDE?

En ces temps agités, les nouvelles concernant le nucléaire civil ou militaire dans le monde ne sont pas pour nous rassurer. Entre les gesticulations de Trump et sa clique, la volonté de certains pays de relancer le nucléaire à tout prix, les risques que les conflits, encore régionaux, font peser sur la sécurité des installations, il y a de quoi être inquiet. Tour d'horizon de quelques événements alarmants de ces dernières semaines.....

Aux USA, le personnel chargé de superviser le stock d'armes nucléaires est licencié

Selon la chaîne CNN, ce sont plus de 300 personnes qui ont été licenciées au sein de la National Security Space Association (NSSA), agence chargée, entre autre, de superviser les armes nucléaires américaines. Parmi le personnel licencié, figurent des salariés travaillant dans les installations où sont fabriquées les armes nucléaires ou en charge de la surveillance des sous-traitants. Ce coup de balai a vivement inquiété les membres du Congrès qui sont intervenus auprès de l'équipe d'Elon Musk, qui a entrepris un rétropédalage partiel. A ce jour, on ne sait pas exactement à quel point la sécurité liée à l'armement nucléaire américain est affectée.

En Ukraine, la guerre n'épargne pas les centrales nucléaires

Dans la nuit du 13 au 14 février, un drone russe de type Shahed armé d'une puissante bombe a frappé la nouvelle arche de confinement de la centrale de Tchernobyl. Cette enveloppe, construite en 2016 pour confiner le réacteur qui a explosé, baptisée («nouveau confinement sûr» (NSC) n'est plus aussi sûre que cela puisqu'un incendie s'est déclaré, compromettant l'intégrité du NSC. Or celui-ci était destiné à contenir la radioactivité émise lorsque les travaux de démantèlement du sarcophage, construit dans un premier temps, auraient été entrepris. Ces travaux sont donc reportés à une date indéterminée du fait de cette attaque.

En France, des boues radioactives ont été envoyées par erreur dans une station d'épuration des eaux usées

A Valduc (Côte d'Or), la division militaire du Commissariat à l'Energie Atomique (CEA) dispose d'un centre de recherche et de production d'armes nucléaires. Des travaux pour remplacer un pont racleur de boues y ont été entrepris par un prestataire non familier des procédures spécifiques aux sites exposés à la radioactivité . Résultat, ces boues chargées de Tritium ont été envoyées sans précaution aucune dans une station d'épuration conventionnelle.

Au-delà de cet incident fort regrettable, c'est le manque de transparence qui frappe les esprits : on n'a pas tardé à voir les conséquences de la fusion de l'Autorité de Surveillance Nucléaire (ASN) et de l'Institut de Recherche sur la Sécurité Nucléaire (IRSN)! Un des buts de cette fusion était

de contrôler et limiter la communication au public que ce dernier pratiquait lorsqu'il était indépendant (*).

L'incident est survenu en été 2024, mais ni les élus ni le public n'ont été avertis, contrairement aux dispositions de l'article L125-13 du Code l'Environnement, l'IRSN n'ayant publié l'avis que plusieurs mois après l'analyse.

En Suisse, la banque UBS épinglée pour le financement des armes nucléaires.

La Campagne internationale pour l'abolition de l'arme atomique (ICAN) vient de révéler, dans son rapport annuel, qu'UBS avait injecté près de 2,5 milliards de dollars dans l'industrie de la fabrication des armes nucléaires .Elle a également concédé des prêts et des souscriptions pour 3 milliards de dollars.

UBS figure ainsi parmi les 30 principaux investisseurs mondiaux. Si l'on exclut les banques américaines, qui sont de loin les plus grands investisseurs, elle figure au 9ème rang mondial!

Dans le même temps, le nombre d'établissements qui financent les armes nucléaires a reculé de 70 depuis la signature du Traité d'interdiction des armes nucléaires (TIAN) pour s'établir à 260 institutions financières. Ainsi les banques suisses, et UBS en particulier, vont à contre-courant des principaux établissements bancaires mondiaux.

En refusant obstinément de signer le TIAN et en contribuant, de surcroît, au financement de l'armement atomique, la Suisse participe activement à l'augmentation de l'insécurité nucléaire dans le monde.

(*): voir ContrAtom N°153

Jean Le Guern





L'URANIUM EST DE RETOUR

L'atome est une économie opaque qui s'offre une renaissance grâce à l'intelligence artificielle et la cryptomonnaie. Ces dernières sont déjà accros au kWh, leurs promoteurs se la jouent écolo, puisque le nucléaire est considéré comme énergie verte. La course à l'uranium est rée-ouverte, toujours dans l'opacité, les tractations partent de plus belle, cependant, une jolie exception confirme la règle.

Les aborigènes en Australie ont sous leurs pieds les meilleures concentrations et les plus grandes réserves d'uranium, mais ils refusent de voir les multinationales saccager leur terre sacrée, le gouvernement australien, fin 2024, continue de respecter leur volonté.

Le Canada, moins sensible à ses minorités, possède des concentrations 100 fois supérieures dans ses mines, Trump veut taxer les exportations d'énergie canadiennes, sauf son uranium. Discrète, la Namibie est le 3e producteur (2020), mais elle est empêtrée dans les pollutions issues des mines implantées dans ses parcs nationaux.

La palme revient au Kazakhstan qui utilise massivement la lixiviation in situ pour extraire son uranium, il faut injecter des milliers de m³ d'acide sulfurique dans la terre, attendre quelques mois, pomper la boue et séparer le grain de l'ivraie. Ce procédé respecte la norme ISO 14001, qui met en avant l'engagement environnemental de l'entreprise, la réduction des coûts pour obtenir un avantage compétitif. Cette technique est ultra polluante, notamment avec le rejet du gaz radioactif radon. Les responsables assurent que le surplus d'acide sulfurique est éliminé naturellement dans les nappes phréatiques. Les pollutions, les Kazakhs en ont l'habitude, Semipalatinsk, le site d'essai de l'arme atomique soviétique (456 explosions entre 1949 et 1989) est sur leur terre, un passeport génétique a même été imaginé pour empêcher les personnes avec des gènes endommagés par les radiations

d'avoir des enfants, l'idée a été abandonnée. Assis sur le pétrole du 21e siècle, le Kazakhstan se modernise, développe les cryptomonnaies, cette cybermonnaie est minée dans des fermes, les plus grandes ont 50 000 super-ordinateurs fonctionnant 24h sur 24, alimentés par le charbon local, une ferme consomme l'équivalent de 100'000 ménages.

Le Kazakhstan est le 1er producteur d'uranium, néanmoins il n'a pas de centrale atomique, l'année dernière le gouvernement a proposé un référendum, pour ou contre la construction d'une centrale nucléaire. Auparavant, quelques antinucléaires ont été mis en prison, le voisin russe est appelé pour mater des manifestations antigouvernementales, l'AIEA (Agence Internationale de l'Energie Atomique) a donné ses chiffres, comme une vérité poutinienne ou trumpienne. Les Kazakhs ont voté à 73% en faveur d'une centrale nucléaire. Heureuse, l'AIEA peut mettre en avant sa banque kazakhe de l'uranium faiblement enrichi, pour éviter des manques dans l'approvisionnement de ses membres. Si la Chine est son meilleur client, le Suisse AXPO vient de signer un contrat d'achat de combustible. En moyenne il y a 3 grammes d'uranium naturel par tonne de terre, pour former un cœur de 100 tonnes d'uranium, fois 460 réacteurs en service dans le monde, fois 2 cœurs de réserve, il en faut en brasser de la terre. Ajouter les accidents, la gestion des déchets, le nucléaire est une technologie dangereuse ou le mensonge est roi.

Finissons par une poésie

De puces en puces les chiffres s'accordent.

Dans les circuits, les mots font la course.

Des phrases s'alignent comme des soldats.

Les livres sont les briques d'un mur qui nous sépare

J-J.K

CONTR **A** TOM

LAPOSTE

JAB
CH-1211 Genève 8
P.P / Journal
Poste CH S.A